lecteurs@journal-marianne.com

# Du Waterloo de l'emploi à la Berezina des retraites

Sur la question des retraites, en ne s'attaquant pas de front au chômage, le gouvernement a tout faux.

Concernant la réforme des retraites, les arguments d'autorité se substituent aux faits véritables et insultent l'intelligence du citoyen, qui a le droit de prendre position de manière éclairée.

S'il fallait suivre le modèle allemand, pourquoi cotiser 41 annuités et non 35 à l'instar de nos voisins ? La France a un dynamisme démographique soutenu, à l'inverse de la population vieillissante de l'Allemagne.

Deux problèmes majeurs ont une influence négative sur le financement des caisses de retraite : le chômage et les effets des mesures gouvernementales.

Une autre politique de l'emploi améliorerait la question du financement de la retraite par répartition. La promotion d'un néolibéralisme cherchant à tirer parti au plus vite des richesses sans tenir compte des nécessités sociales a aggravé une structure de la population active peu adaptée aux besoins du monde du travail. Ce chômage structurel croît encore du fait de la politique malthusienne à l'égard de l'emploi : suppression des emplois publics, défiscalisation des heures supplémentaires, incitation à l'immigration de travail et... allongement de la durée de cotisation et report de l'âge de départ à la retraite. La mystique libérale considérant que cette mesure favoriserait l'emploi des jeunes ne résiste pas à l'analyse.

L'autre axe néfaste envers le financement des retraites réside dans la politique d'exonération des charges patronales. Un rapport de la Cour des comptes montre que le total de ces exonérations équivaut à la moitié du budget de l'Etat et qu'un grand nombre sont inefficaces.

La question du report de l'âge de départ n'est qu'une question de symbole autour duquel l'opinion publique s'est cristallisée. En fait, un jeune entrant sur le marché du travail à 25 ou 26 ans ne pourra jamais bénéficier d'une retraite à taux plein à 60 ans ni même à 62 ans au terme de 41 annuités.

L'espérance de vie n'est pas la même selon les professions. Mais, du point de vue du principe républicain d'égalité, faut-il appliquer ce critère d'âge différemment selon les statistiques sur l'espérance de vie de telle ou telle profession ou de telle ou telle entreprise ? Cela pose la question de la pénibilité au travail que le gouvernement a camouflée derrière la prise en compte de l'invalidité partielle.

Un débat approfondi devrait être tenu. ■

**Eric Raimond**

## RÉPONDEUR

Je ne supporte plus d'entendre les freluquets qui nous gouvernent employer n'importe comment un vocabulaire inadapté. La pédagogie est l'art d'enseigner des connaissances et de transmettre des savoirs ; il ne saurait être celui de faire passer des vessies pour des lanternes auprès des citoyens. ■ **Francine Gautier-Cheney, Sallanches**

**Hier, il n'y avait pas de crise mais une « croissance négative ». Aujourd'hui, il n'y a pas de pénurie mais des « difficultés logistiques ». Au gouvernement, il n'y a pas de bidouilleurs de vérité, mais de vrais menteurs. En quelque sorte, des voyous de la sémantique... ■ Stéphane Gaben**

# Sus au simplisme généralisé

Il faut cesser d'être simpliste au sujet des retraites. A gauche, parce qu'ils veulent prendre le pouvoir. A droite, parce qu'ils désirent détruire le système par répartition et la Sécurité sociale pour le bonheur des Fouquet's *boys* béats d'admiration devant la concurrence libre, au point de laisser violer la démocratie au travers du traité de Lisbonne.

La difficulté du financement des retraites a deux sources principales :

1. La démographie. Simpliste : ce n'est pas en 2010 qu'on se rend compte de l'allongement de la vie et les gains de productivité l'ont toujours compensé.

2. La crise. Les coupables sont les grandes institutions financières et le capitalisme financier. Les responsables sont nos gouvernants.

La solution se trouve donc dans une lourde ponction fiscale pour les gros revenus et une politique de l'emploi convenable. ■ **Gerin Michel, Mazamet**